

L'importance du «qui» et du «comment» pour une transition énergétique juste



Canada.

**Par Gonzalo
Fernández Ortiz de
Zárate et Martín
Lallana Santos**

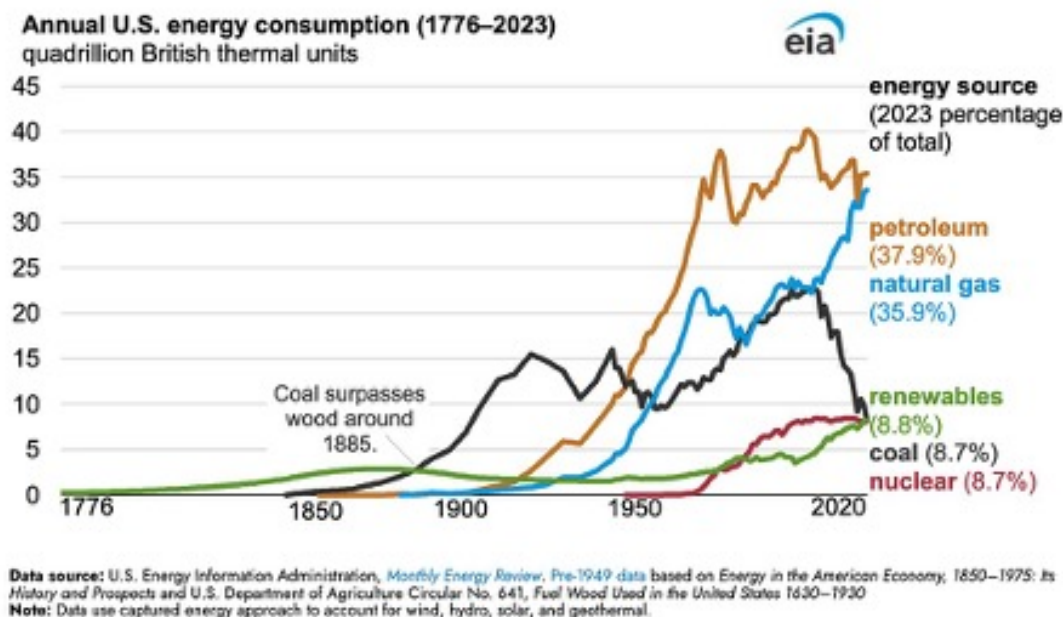
Le contexte international tourmenté, marqué par la stagnation économique (bien que relative et asymétrique), le chaos géopolitique (provoqué principalement par l'impérialisme des Etats-Unis et leurs alliés), ainsi que la tendance à dépasser progressivement les

limites biophysiques de la planète, entre autres questions, met en évidence le caractère central des débats sur l'énergie.

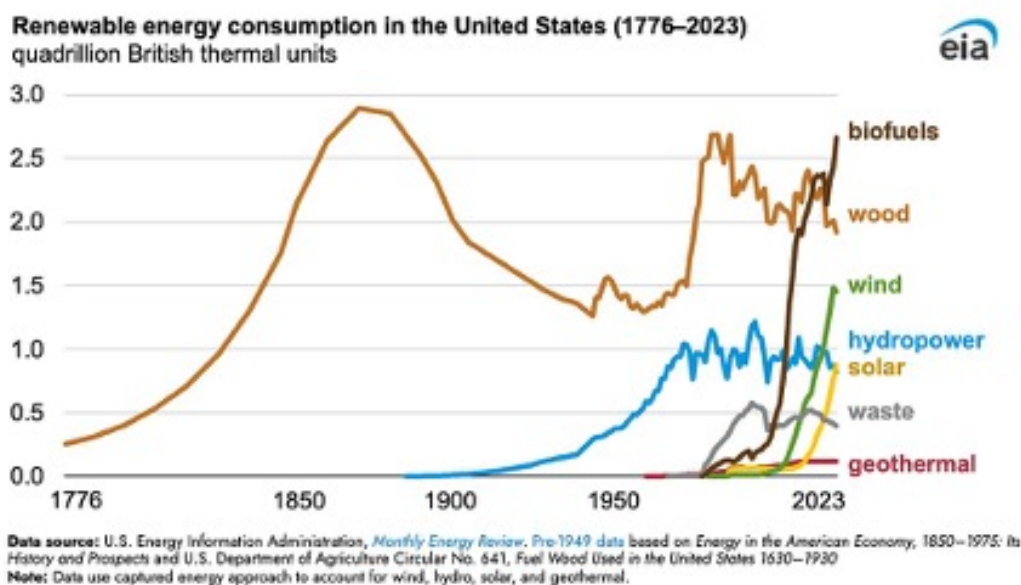
Ces débats occupent le devant de la scène dans les agendas officiels depuis au moins le début de la décennie actuelle, lorsque des concepts tels que «l'économie verte» ou les «technologies propres» ont dominé le discours d'un «capitalisme vert et numérique» hégémonique. À l'heure actuelle, la guerre en Ukraine et les agressions contre le Venezuela et l'Iran, outre qu'elles mettent à nu la véritable nature militariste des priorités officielles – plus vert olive que vert durable –, ont encore davantage propulsé la question énergétique sur le devant de la scène, les combustibles fossiles retrouvant ainsi le rôle médiatique qu'ils n'avaient en réalité jamais perdu.

Comment l'utilisation de l'énergie a changé au travers de l'histoire aux Etats-Unis

How has energy use changed throughout U.S. history?



Et comment le charbon a clairement remplacé le bois, jusqu'à ce que l'on trouve de nouvelles utilisations pour ce dernier
Consommation d'énergies renouvelables aux États-Unis (1776-2023): en quadrillion d'unités thermiques britanniques.



Un quadrillion d'unités thermiques britanniques (10^{15} BTU), aussi appelé un quad, correspond à une quantité gigantesque d'énergie équivalant à environ 1,055 exajoules (EJ) ou 293 térawatts-heures (TWh).

Voir sur ce thème de la dite transition énergétique: Jean-Baptiste Fressoz, *Sans transition: une nouvelle histoire de l'énergie*, Ed. Seuil, 2024

En résumé, le contexte international actuel renforce la perception de l'énergie comme l'un des principaux axes de conflit international: les États-Unis n'étant plus la puissance économique hégémonique – statut désormais

contesté de facto par la Chine –, la puissance états-unienne lance une offensive commerciale, diplomatique et militaire qui, outre sa volonté de regagner des zones d'influence – comme en témoigne son pari explicite de refaire de l'Amérique latine son «arrière-cour» –, renforce un conflit acharné à grande échelle qui, entre autres éléments, porte également sur l'accès et le contrôle d'approvisionnements clés tels que l'énergie [avec les difficultés découlant des guerres et des transferts de fossiles illustrées par les blocages des détroits d'Ormuz].

Ce conflit global se concentre, en premier lieu, sur des secteurs économiques de pointe tels que l'intelligence artificielle générative et les semi-conducteurs. En second lieu, il se concrétise sur des voies commerciales stratégiques telles que l'Arctique – voie maritime potentielle qui relierait l'Asie aux autres continents de manière moins coûteuse et plus efficace, et dans laquelle le Groenland joue un rôle clé **[1]** – ou le Moyen-Orient, territoire stratégique pour le transport au sein du grand continent eurasiatique. Enfin, la rivalité économique et militaire se déploie également, et tout particulièrement, autour des approvisionnements, sources physiques qui alimentent les chaînes de valeur des différentes puissances économiques en concurrence acharnée. Plus précisément, on constate le rôle croissant tant de l'extractivisme minier et métallurgique (terres rares, lithium, cobalt, cuivre, nickel, or, etc., indispensables à la fois comme réserves fiables de valeur et pour la promotion des principaux secteurs économiques verts, militaires et numériques), ainsi que de la prolifération des conflits écosociaux et géopolitiques liés à l'énergie, comme par exemple celui provoqué par la fermeture du détroit d'Ormuz [et de celui de Bab el-Mandeb ainsi que la fermeture temporaire, depuis le 11 septembre, de l'oléoduc Est-Ouest de l'Arabie saoudite].

Ainsi, des notions tels que l'invasion, le pillage et la spoliation sont à l'ordre du jour. Mais des revendications populaires telles que la souveraineté énergétique, la justice mondiale, la décarbonisation, la décroissance asymétrique, les transformations métaboliques et, en définitive, une transition énergétique juste (TEJ) progressent également, bien que timidement.

Nous allons synthétiser dans les paragraphes suivants certaines des principales conclusions, encore à l'état d'ébauches, que nous en avons tirées de divers débats. Nous commencerons par préciser quel pourrait être l'horizon de référence vers lequel tendre à moyen terme afin, à partir de là, d'entrevoir ensuite quelques réponses quant aux acteurs et aux modalités d'une transition énergétique juste, sans pour autant négliger, en dernier ressort, les défis complexes auxquels se heurtent les choix que nous faisons.

Horizon à moyen terme pour la transition énergétique

Le dépassement du capitalisme est l'horizon incontournable pour relever dans de bonnes conditions les défis d'une transition énergétique véritablement populaire, démocratique et juste. Toutefois, compte tenu de la violence que déchaîne le système capitaliste, du poids spécifique de la réaction autoritaire, ainsi que du constat que nous ne traversons pas – et qu'il ne semble pas non plus se profiler – une période «révolutionnaire», notre programme politique devrait avoir l'audace de prendre pleinement en compte la réalité actuelle afin, à partir de là, d'avancer stratégiquement vers cet horizon.

Dans cet équilibre complexe, nous estimons que les pragmatismes réformistes qui ne s'opposent pas au pouvoir des grandes entreprises – ni à la dynamique d'accumulation dont celles-ci se font les porte-drapeaux – n'ont aucune capacité de transformation. Ils jouent même parfois un rôle de légitimation des signes caractéristiques du capitalisme. Mais il ne nous semble pas non plus suffisant, à l'inverse, de promouvoir des programmes reposant exclusivement sur les résistances locales et/ou sur la préparation à d'hypothétiques effondrements systémiques.

Notre engagement, bien au contraire, tout en continuant à accorder une place centrale et une capacité d'action aux collectivités les plus affectées par des ravages du capitalisme vert olive et numérique, devrait consister à définir des horizons intermédiaires complémentaires qui, d'une part, permettent d'accroître la mobilisation populaire et l'accumulation des forces de la classe laborieuse et, d'autre part, à permettre de consolider des acquis/forces économiques et politiques relativement plus solides pour relever des défis de plus grande envergure, toujours en gardant à l'esprit la perspective anticapitaliste de la démarchandisation, de la mise en question de la mainmise des grandes firmes (de la privatisation croissante), de l'émancipation et de la place centrale du bien commun.

Divers travaux publiés [par exemple, le «Clever Scenario-Collaborative Low Energy Vision for the European Region» de juin 2023, le document catalan XSE «De quelle énergie avons-nous besoin en 2050 en Catalogne? Propositions pour une transition énergétique territoriale et collective», février 2026] et d'autres sur le point de paraître vont en quelque sorte dans ce sens [voir aussi une étude de Julia Steinberger «**Democratizing systems: a prerequisite for living well within limits**», septembre 2024]. Ces études, élaborées pour des contextes et des processus très divers, s'accordent sur la faisabilité d'une réduction de la demande énergétique d'ici 2050 comprise entre 40% et 50% – tout en maintenant des niveaux optimaux de bien-être pour les majorités populaires –, grâce à des gains d'efficacité, mais surtout à des transformations contraignantes et profondes du modèle socio-économique, en particulier dans des secteurs clés tels que la mobilité et les transports, l'industrie, le modèle agro-industriel et le système de soins.

Parallèlement, ces orientations s'accompagnent d'une évolution inévitable et progressive vers l'électrification complète d'un mix énergétique décarboné – complété par des quantités limitées d'hydrogène et d'autres sources d'énergie pour des cas très spécifiques –, ce qui entraînerait une augmentation de 80% à 200% de la demande en électricité, multipliant par dix, par exemple, la puissance renouvelable actuelle de territoires à prédominance fossile tels que le Pays basque [dans le cas de l'Etat espagnol]. Ces processus nécessiteraient, de manière générale, environ 2% du territoire.

Ce cadre, complété par la priorité que nous accorderons par la suite à la propriété collective en tant qu'acteur central du mix énergétique – en fixant, par exemple, l'objectif de 70% des nouvelles infrastructures créées selon une logique publique, sociale et communale – et par la mise en œuvre d'une série d'axes stratégiques, laisse entrevoir un scénario de progrès significatif et transformateur, mais aussi réaliste et viable, à condition qu'il y ait une force sociale accompagnée d'une réelle détermination politique.

Nous faisons donc nôtre cet horizon intermédiaire, dans lequel se conjuguent une décroissance asymétrique et de profonds changements métaboliques qui devraient avoir un impact direct et positif sur les conditions de vie concrètes des travailleurs et travailleuses, tout en créant des leviers collectifs pour relever les défis découlant d'une transition énergétique juste (TEJ). Mais nous intégrons également la priorité accordée à l'électrification à partir d'énergie renouvelable comme condition préalable à l'abandon des combustibles fossiles, en replaçant le débat nécessaire sur les projets d'énergies renouvelables dans des cadres plus larges et plus complexes.

Un scénario, en définitive, qui cherche à unir le présent et l'avenir dans une logique de transition, qui relie des réformes non réformistes à des changements structurels, où le «quoi» élargit son champ d'action, tandis que le «qui» et le «comment» occupent une place prépondérante.

Qui: la propriété publique et citoyenne face au conservatisme des entreprises

Aujourd'hui, les entreprises sont sans aucun doute le principal acteur du secteur énergétique. Des décennies de privatisations dans la plupart des maillons de la chaîne, de la production au transport et à la distribution, ont permis la mise en place d'un cadre pratiquement entièrement privatisé. De plus, au cours des dernières années, les partenariats public-privé (PPP) se sont imposés comme un outil clé du capitalisme «vert olive» et numérique, renforçant le rôle des firmes grâce à toute une série de mesures en leur faveur: protections réglementaires, accompagnements diplomatiques et, tout particulièrement, d'énormes injections de fonds publics sans aucune condition en matière d'emploi ou d'écosocialité. Il en résulte un pouvoir entrepreneurial hégémonique, étayé par des institutions qui assument les risques et soutiennent ses projets, sans aucune contrepartie collective.

Ce modèle s'est toutefois révélé un échec total. Non seulement, et avant tout, parce qu'il place au cœur d'un enjeu aussi politique et complexe que la TEJ un acteur dont l'objectif fondamental, voire unique, est de maximiser le profit.

Il existe ainsi une incompatibilité évidente entre la recherche de rentabilité et la réalisation d'objectifs sociaux collectifs, d'autant plus face à un pouvoir des entreprises surdimensionné et impuni sur le plan politique.

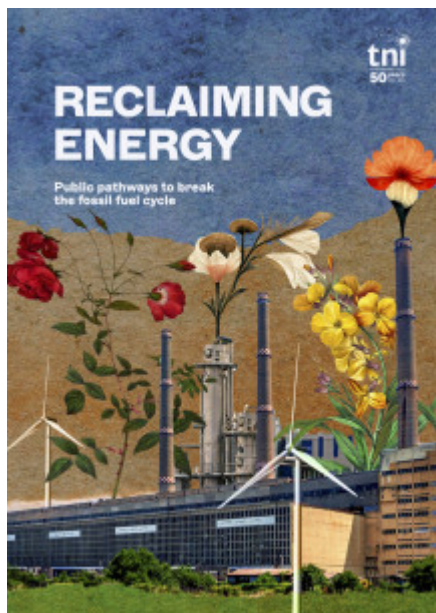
De plus, et en second lieu, parce que cette recherche de rentabilité se heurte à un contexte économique mondial en proie à la stagnation économique, à la surcapacité de production [par exemple dans l'automobile, dans l'acier, dans l'aluminium...] et à la financiarisation.

En d'autres termes: le gâteau de la croissance ne grossit pas, la lutte pour s'en approprier devient un jeu à somme nulle où peu gagnent et beaucoup perdent, et le climat général d'incertitude et de risques de crises financières freine les investissements. À tel point que les ambitions écologiques états-unienues et européennes, incarnées respectivement par la «Bidenomics» et le Pacte vert européen, ont échoué en raison de la compétitivité sans égale de la Chine dans des secteurs aussi importants que la voiture électrique, les panneaux solaires ou les pompes à chaleur, entre autres.

En conclusion, le pouvoir des entreprises est devenu un frein à la TEJ et à la décarbonisation, malgré les aides publiques colossales dont elles ont bénéficié. Attribuer un prétendu «retard» aux résistances locales et citoyennes est non seulement injuste, mais aussi une erreur manifeste. Le bien commun, c'est-à-dire le public et le communautaire, devient à nos yeux la seule option susceptible à la fois de contribuer à la réalisation des objectifs collectifs, de renforcer les logiques de démarchandisation et de «dé-corporatisation», ainsi que de faire face dans de meilleures conditions au contexte économique mondial actuel.

Bien entendu, nous considérons le secteur public-citoyen comme une condition nécessaire, mais non suffisante. Nous sommes conscients du caractère public de nombreuses sociétés pétrolières ou fonds souverains qui n'agissent pas dans une logique de justice. Il ne suffit donc pas de garantir la propriété; nous devons plutôt faire du secteur public un levier de planification, de régulation, de financement, d'investissement et de progrès dans la perspective à moyen terme esquissée dans la partie précédente. Il existe **diverses expériences à l'échelle internationale** qui vont dans ce sens [voir la publication du Transnational Institute «Reclaiming Energy. Public pathways to break the fossil fuel cycle», décembre 2024].

Ainsi, un rôle plus important du secteur public au sein de la TEJ pourrait: soutenir les transformations métaboliques susmentionnées dans des secteurs clés, impossibles à garantir dans un cadre privatisé; consolider les progrès nécessaires de l'électrification renouvelable dans le respect de paramètres sociaux consensuels; favoriser l'alliance entre les initiatives publiques, sociales et citoyennes; adapter la progression



TNI

Comment: conflit, planification, participation, justice

mondiale

Nous concluons cet article en abordant quelques éléments stratégiques clés qui pourraient nous rapprocher de l'horizon fixé, tout en tenant compte de la complexité du défi auquel nous sommes confrontés.

Nous plaçons en premier lieu la validité du conflit comme paradigme à partir duquel aborder la TEJ. Le contexte international actuel et le poids spécifique des grandes firmes obligent à considérer la transition écosociale dans son ensemble comme une question politique de premier ordre, dans laquelle les intérêts du pouvoir des entreprises et ceux de la classe ouvrière s'opposent. Par conséquent, seules des cycles de conflit, de mobilisation, de victoires partielles et d'accumulation de forces nous permettront d'avancer.

C'est précisément l'audace nécessaire pour donner la priorité aux conflits qui parviennent à concilier l'amélioration concrète des conditions de vie des travailleurs et travailleuses et la transformation inévitable du modèle énergétique, économique, social et politique actuel qui peut devenir le catalyseur préfigurant un horizon positif et encourageant malgré la situation actuelle, et qui, à son tour, articulera la myriade de conflits écosociaux divers nécessaires pour impulser une transition juste.

Donner ainsi un sens stratégique commun aux luttes syndicales dans les secteurs clés de la décarbonisation, aux résistances contre les mégaprojets des entreprises, à la mobilité publique, à la défense d'un système de soins public et collectif, à l'engagement en faveur de la souveraineté alimentaire, aux services de proximité, etc., semble constituer un cadre idéal pour la TEJ, en tenant compte de la diversité des luttes au sein d'horizons communs.

En second lieu, la planification démocratique et contraignante à tous les niveaux s'impose comme un outil indispensable pour éviter le chaos provoqué par les entreprises. Une planification qui dépasse son caractère habituellement indicatif, fondée exclusivement sur la promotion et les incitations destinées à une série d'acteurs – essentiellement privés –, sans aucune volonté de régulation, d'interdiction ou de sanction.

Une planification, par conséquent, qui fasse avancer, stimule et réglemente les transformations métaboliques dont nous avons besoin; qui définisse des voies menant à la disparition des secteurs particulièrement polluants, ainsi qu'à une profonde reconversion d'autres secteurs, toujours dans le but d'atténuer leurs

conséquences sur les majorités sociales; qui organise efficacement le territoire afin de redistribuer de manière équilibrée l'impact des stratégies prioritaires; qui plaide en faveur d'une diversification des outils au service de la TEJ au-delà des projets d'une certaine envergure (collectivités énergétiques, espaces industriels et urbains, toitures, etc.) ; et qui, en définitive, utilise les ressorts et les leviers publics générés au cours du processus pour le diriger de manière démocratique et populaire.

Troisièmement, la planification devrait être étroitement liée à la participation populaire. Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, la TEJ n'est pas une question technique, mais politique. Elle nous concerne donc tous et toutes, et implique des décisions de grande envergure auxquelles nous devons participer. Garantir ainsi des espaces collectifs, au sein des institutions et des entreprises, où la classe laborieuse puisse définir le sens et l'ampleur des investissements, la priorité des transformations à mener, ou les mesures nécessaires pour assurer la viabilité économique des processus mis en œuvre, devient un principe incontestable.

Enfin, et en quatrième lieu, il est nécessaire de garantir la justice climatique mondiale face à l'interdépendance internationale évidente des différentes stratégies de transition, a fortiori dans un contexte impérialiste et néocolonial. Notamment en ce qui concerne la demande en matières premières – énergie et métaux – provenant d'autres régions du monde.

Ainsi, les efforts en faveur du recyclage et de la réutilisation deviennent essentiels, tout comme la garantie du respect du cadre international des droits de l'homme tout au long de la chaîne de valeur, en particulier lors des étapes qui se déroulent dans les pays périphériques ou semi-périphériques.

En conclusion, notre contribution au débat sur la transition énergétique passe par la définition d'un horizon intermédiaire à l'horizon 2050 qui nous permette de créer de meilleures conditions pour progresser vers un scénario de dépassement du système capitaliste, dans lequel se combinent des réductions drastiques de la demande énergétique, des transformations métaboliques, des avancées progressives vers un mix énergétique entièrement décarboné, et un rôle prépondérant de la propriété publique en alliance avec le social et le collectif. À cette fin, nous plaçons stratégiquement en faveur de la création et de l'accompagnement de séquences de conflit, de mobilisation et d'accumulation de forces à partir de la diversité des programmes partageant des horizons collectifs, en positionnant la planification contraignante, la participation populaire et la justice mondiale comme des outils fondamentaux pour la TEJ.

Nous assumons, bien sûr, la complexité du défi, la difficulté de favoriser la mobilisation populaire en ces temps de peur et d'individualisme; de soustraire la sphère publique à l'emprise des entreprises; de consolider la justice mondiale en période d'impérialisme. Nous ne proposons pas de voies parfaitement tracées, mais au moins des pistes alternatives permettant de réorienter la transition énergétique juste selon une perspective populaire, de classe, démocratique, juste et émancipatrice. (Article publié sur le site *El Salto* le 31 mai 2026; traduction rédaction A l'Encontre)

Gonzalo Fernández Ortiz de Zárate est chercheur à l'Observatoire des multinationales en Amérique latine (OMAL) – «Paz con Dignidad» – et **Martín Lallana Santos** est responsable de la transition écologique au sein du syndicat LAB.

[1] Voir «accord» dit de sécurité Etats-Unis-Danemark et «peuple groenlandais» dont le droit à l'autodétermination est déclaré reconnu. Trump sur sa plateforme déclare avoir obtenu «un contrôle

permanent» de la sécurité du territoire arctique stratégique, pour faire obstacle à toute présence de la Chine et de la Russie, en termes militaires et d'investissements. De plus, il ajoute un contrôle «sur les autres besoins du Groenland»! Le décryptage effectif de cet accord reste à faire. (Réd. *A l'Encontre*)